ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

12 octobre 2009
9e année
Nº 39

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Rechercher ce qui unit plutôt que ce qui divise

La Suisse, puissance protectrice, îlot de paix au service des nations

L'événement historique que constitue la visite d'Etat du président russe Dmitri Medvedev en Suisse risque déjà d'être étouffé par la masse d'événements relatés par les médias et de sombrer dans l'oubli. Raison de plus pour rappeler que ces deux jours ont permis d'approfondir l'amitié entre nos deux pays et d'évoquer brièvement l'histoire de notre pays à laquelle Medvedev a rendu un hommage appuyé. C'est surtout le choix des lieux visités qui a évoqué chez bien des Suisses les souvenirs les plus divers.

ts. Avant la visite de *Medvedev,* le nom de Russie évoquait sans doute pour bien des Confédérés la guerre froide, la confrontation Est-Ouest ou encore l'équilibre de la terreur, notion qui faisait peur. Or 20 ans ont passé depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Depuis lors, la Russie a été confrontée à de gigantesques problèmes – pas uniquement des problèmes «maison» – tandis que l'Occident, sous la houlette des Etats-Unis, unique superpuissance actuellement, a de nouveau entraîné le monde dans une phase de guerres «chaudes». Plusieurs guerres illégales ont été déclenchées en violation flagrante des principes de Nuremberg, de la Charte des Nations Unies et des statuts de la Cour pénale internationale en vigueur depuis 1999, et cela sans que l'on demande des comptes aux responsables occidentaux. La fureur destructrice des Etats-Unis et de l'OTAN, sa vassale, en ex-Yougoslavie, en Irak et en Afghanistan a été accompagnée d'une propagande intense contre l'ancienne rivale de la guerre froide, la Russie, sous le président Vladimir Poutine et maintenant sous Dmitri Medvedev.

Une vague de révolutions de couleur pilotées par les services secrets occidentaux devaient – selon les plans de *Zbigniev Brzezinski,* ancien conseiller à la sécurité de *Jimmy Carter* dont l'ombre plane sur Obama – déstabiliser la Russie, principale puissance d'Eurasie et morceler finalement en 3 parties ce grand pays riche en ressources naturelles. C'est ce que suggère explicitement Brzezinski dans son ouvrage «Le Grand Echiquier». Il faut être conscient de l'existence de cette propagande massive organisée par les spin-doctors des agences de communication américaines si l'on veut considérer sans idées préconçues les relations avec la Russie en 2009 et comprendre l'importance historique de la visite de Medvedev en Suisse.

Chinghiz Aitmatov, médiateur entre l'Est et l'Ouest

L'expression «Empire du mal», forgée par *Reagan,* est encore dans bien des esprits. Mais quelle est maintenant la situation des gens comme vous et moi en Russie et quelle était-elle en ex-Union soviétique?

L'Occident a trop vite oublié que jusqu'en 1944, c'est le peuple russe qui a tenu tête presque seul aux nazis. On a trop vite oublié que les offres de *Staline* de conclure un pacte contre *Hitler* ont été honteusement repoussées dans l'espoir que les deux dictateurs allaient se déchirer mutuellement et que l'Occident pourrait ensuite s'emparer de l'héritage. On oublie trop souvent que le pacte de non-agression entre Hitler et Staline n'a été conclu qu'après. On oublie aussi les millions de personnes qui ont perdu la vie en Russie et le fait que la lutte contre Hitler a amené les Soviétiques, souvent à contrecœur, à se rassembler derrière Staline. L'Occident a trop longtemps regardé les Russes avec condescendance, négligé leurs souffrances et placé au premier plan la personnalité de Staline. Le grand écrivain kirghize Chinghiz Aitmatov a eu le mérite, dans ses romans inégalés, de rendre justice aux habitants de l'Union soviétique, Etat plurinational, et d'élever un monument aux hommes et non aux communistes, dans une période terrible.

Et c'est précisément ces liens entre les hommes de différents pays, la recherche de ce qui relie plutôt que de ce qui divise, ces efforts en faveur de la paix que visaient les échanges de vues entre le Président russe et ses hôtes suisses.

Mettre au premier plan ce qui relie

Mieux que personne – et cela au moment où la Suisse est l'objet d'une haine injustifiée aux motivations financières et politiques – le Président russe a fait preuve d'une très bonne connaissance de l'histoire suisse en rendant hommage au modèle suisse de démocratie directe, à la neutralité armée perpétuelle et aux efforts de la population suisse pour commémorer le souvenir de ces hommes qui, il y a 210 ans exactement, pénétrèrent sur le territoire suisse sous le commandement du général *Souvorov* pour combattre *Napoléon*.

Lors de la visite de Medvedev dans les gorges de Schöllenen, il n'a pas été question de glorifier la guerre, comme certains, ignorants de l'histoire, l'ont prétendu à tort, mais de rendre hommage à des hommes qui, sous l'uniforme de soldats, devaient fuir l'ennemi en passant par les cols enneigés des Alpes. Le fait que la population civile suisse ait souffert a impressionné si fort les esprits que nos ancêtres ont insisté pour qu'on leur épargne à l'avenir le passage de troupes étrangères à travers le pays. La revendication de la neutralité armée perpétuelle fut reconnue au Congrès de Vienne en 1815 par les grandes puissances européennes, notamment avec le soutien de la Russie.

Ce qui a marqué la visite du Président russe et son accueil par les autorités suisses et la population n'a pas été le ressentiment, mais un sentiment commun de compassion pour ceux qui avaient vécu jadis des souffrances semblables. De même que des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale des deux camps se rendent visite à un âge avancé et se tendent la main en signe de réconciliation, la population suisse se souvient avec respect des jeunes Russes qui, alors, sont morts loin de leur patrie. L'enseignement à tirer de l'accueil fait à Medvedev et de sa visite dans les gorges de Schöllenen ne devrait-il pas être qu'il faut prendre ses distances par rapport aux préjugés, à la propagande et au bellicisme et de mettre au premier plan ce qui nous relie? Medvedev a également loué la Suisse de se tenir à l'écart des grands blocs comme l'Union européenne ou l'OTAN, modèle qui pourrait être imité par d'autres pays. Or combien d'hommes d'Etat, y compris des Suisses, sont capables ou désireux de rendre ainsi hommage à notre modèle de paix?

L'homme perd son âme en faisant la guerre

L'humanité sait trop bien aujourd'hui ce qu'est l'alternative à la coexistence pacifique: les massacres, les souffrances, la misère, le désespoir, la haine. Un poète a exprimé mieux que quiconque les horreurs de la guerre de Trente Ans qu'il a vécues personnellement. Il s'agit d'*Andreas Gryphius* dont le poème de 1636 intitulé «Les pleurs de la patrie» a gardé toute son actualité:

Nous voici tout à fait,
plus que tout dévastés!

Les troupeaux insolents,
la trompette furieuse,

L'épée grasse de sang,
la bombarde tonnante

Ont dévoré sueur et travail et grenier.

Les clochers sont en flammes,
l'église est renversée:

La mairie: des gravats.
Les vaillants: mis en pièces.

On a violé les filles.
Où que les yeux regardent,

Feu, peste et mort hantent les cœurs
et les esprits.

Ici, ville et remparts,
le sang chaque jour coule.

Trois fois six ans déjà
que l'eau de nos rivières

Obstruée par les corps a ralenti son cours.

Mais je n'ai dit pourtant mot
de ce qui est pire

Que la mort, plus cruel que feu,
peste et famine:

Tout ce qu'on a volé aux âmes, ce trésor.[1]

Gryphius montre que la guerre signifie toujours une «perte d'âme»: elle fait de l'homme une brute, elle l'ensauvage, et les blessures de l'âme mettent longtemps à guérir. La Paix de Westphalie, qui mit fin à la guerre de Trente Ans, a apporté un soulagement à la population d'Europe centrale brisée par le conflit, même si de nombreuses localités mirent plusieurs décennies à se reconstruire et que certaines ne furent jamais reconstruites.

Les Confédérés observent une attitude de neutralité

Cette paix apporta aux Confédérés la reconnaissance de leur souveraineté par le droit international. Bien que de nombreux mercenaires se soient battus sur les champs de bataille européens, les Confédérés observaient une attitude de neutralité. Cette efficace politique de neutralité louée par le Président russe et le fait que le pays fut épargné désormais par les guerres renforcèrent considérablement le sentiment de cohésion. Mais comment a évolué ce modèle de neutralité encore très «active» lors de conflits? Et quels aspects de ce modèle les autres pays pourraient-ils reprendre?

En comparaison de la notion plus récente de neutralité armée perpétuelle, la neutralité de l'ancienne Confédération fut tout d'abord peu marquée. Elle consista notamment à accueillir des réfugiés confessionnels, à effectuer des tentatives de médiation de paix (p. ex. en 1636, pendant la guerre de Trente Ans), et à organiser des congrès de paix (paix de Baden en 1714, paix de Bâle en 1795).

Après l'occupation par les troupes napoléoniennes en 1798, la Suisse dut conclure avec la France une alliance offensive. Il n'était plus question de neutralité et notre pays fut par la suite le théâtre d'opérations militaires et une zone traversée par les armées lors des guerres de coalition. Le fait que, comme c'est toujours le cas dans les conflits armés, aucune des puissances belligérantes, ni la France ni les alliés, ne respectèrent la neutralité et que la Suisse cessa d'être souveraine marqua profondément l'esprit et la mémoire de nos ancêtres, leçon que la génération actuelle devrait intérioriser, avant tout en tant que témoin de guerres menées en terres lointaines et génératrices de grandes détresses.

Les destructions, la faim, les traumatismes, les orphelins – ce que subissent aujourd'hui les régions en guerre et que nous voyons sur nos petits écrans – constituaient alors le quotidien des Suisses. Le grand peintre *Albert Anker* en a fixé les scènes pour la postérité. Son tableau émouvant intitulé «Länderkinder» évoque le sort des orphelins de Nidwald dont les parents furent massacrés par les Français parce qu'ils s'étaient révoltés contre la domination étrangère. Dans un mouvement de solidarité confédérale, la population de Morat recueillit les orphelins, s'en occupa comme s'ils étaient ses propres enfants et renforça ainsi la cohésion nationale. Mais la population suisse ne manifesta pas sa générosité uniquement à l'égard de ses propres enfants dans la détresse. Elle le fit aussi plus tard, pendant les deux guerres mondiales, en

Suite page 2

Sommaire

«La position des Suisses au sujet de questions fondamentales me plaît.» page 2

Les devoirs importants qui attendent les Allemands page 5

Pourquoi le Rapport de Goldstone importe page 6

«Le Liban est plus qu'un pays, le Liban est un message» page 7

«Rechercher ce qui unit plutôt …»
suite de la page 1

accueillant des enfants des régions en guerre. Un exemple est devenu célèbre, celui du *Don suisse pour les victimes de la guerre* qui permit à des petits Allemands souffrant de la faim de venir se remplumer grâce à la population qui pourtant, pendant la Seconde Guerre mondiale, subissait le rationnement.

La neutralité perpétuelle de 1815

A considérer toutes les misères des pays en guerre, on n'a aucune peine à comprendre que nos ancêtres aient voulu obtenir du Congrès de Vienne (1814–15) la garantie de la neutralité de la Suisse. Ce fut un grand moment non seulement de l'histoire suisse mais également de l'histoire de l'Europe et Medvedev a insisté sur la portée de cet événement lors de sa visite. Il a relevé à juste titre le rôle joué par son pays lorsque fut créé, au cœur de l'Europe, un modèle de comportement dans les conflits: être un médiateur neutre, dépourvu de toute intention agressive. C'est ainsi que l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie promulguèrent le 20 novembre 1815 l'*Acte portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire*. Cette première reconnaissance de la neutralité perpétuelle relevant du droit international avait été formulée dans tous ses aspects essentiels par le Genevois *Charles Pictet de Rochemont*. Les Confédérés considéraient comme particulièrement important le fait que les grandes puissances ne puissent pas déduire de cette garantie de neutralité un droit d'intervention.

La Suisse, épine républicaine dans la chair des monarchies

Forte de cette reconnaissance, la Suisse réussit à se tenir à l'écart des guerres d'unification et de libération. Ressentie par les monarchies qui l'entouraient comme une épine dans leur chair, la Suisse était maintenant suffisamment forte pour résister aux pressions et aux menaces d'intervention.

Grâce à sa neutralité armée, la Suisse passait pour un élément prévisible, stabilisateur et pacificateur favorable à l'équilibre européen. C'est pour cela que les grandes puissances avaient déclaré en 1815 qu'une Suisse neutre et indépendante répondait aux intérêts authentiques de la politique de toute l'Europe.

Par la suite, le peuple suisse a montré sa reconnaissance en chargeant sa diplomatie d'offrir ses bons offices. Ainsi, des envoyés suisses organisèrent l'évacuation de la population civile de la ville de Strasbourg assiégée pendant la guerre franco-allemande. Et après qu'elle eut accueilli les troupes autrichiennes venues d'Italie et l'armée de Bourbaki venue de France en 1871, qu'elle les eut ravitaillées et qu'elle eut soigné les soldats blessés, la Suisse réussit, lors d'une conférence organisée à Bruxelles en 1874, à faire passer ses expériences dans une réglementation sur l'internement des troupes étrangères en territoire neutre.

En 1870, elle offrit pour la première fois ses bons offices de puissance protectrice dans la représentation des intérêts des Etats en guerre et de leurs ressortissants. Elle participa également au développement de procédures d'arbitrage en vue de la résolution pacifique des conflits et accueillit des organisations et des conférences internationales.

Sa contribution sans doute la plus connue fut la fondation de la *Croix-Rouge.* En 1864, une conférence internationale posa la première pierre des *Conventions de Genève* et du droit international humanitaire.

Les bons offices aujourd'hui

Qu'en est-il des bons offices de la Suisse aujourd'hui? Donnons la parole à *Alois Ricklin* qui, dans l'article sur la neutralité du *Dictionnaire historique de la Suisse*, écrit ceci: «La Suisse fonda sa politique étrangère sur la devise «neutralité et solidarité». Elle accueillit le siège européen de l'ONU et plusieurs de ses agences spécialisées, les conférences diplomatiques sur la révision (1949) et les protocoles additionnels (1977) des Conventions de Genève, d'autres conférences importantes (sur l'Indochine en 1954, sommet de Genève en 1955, sur l'Algérie en 1960–1961, accords Salt et Start), ainsi que la rencontre entre *Ronald Reagan* et *Mikhaïl Gorbatchev* en 1985. Elle représenta notamment les intérêts des Etats-Unis à Cuba (dès 1961) et en Iran (dès 1979). Elle reçut de l'ONU, bien que non-membre, des mandats prestigieux, mais dans les opérations de maintien de la paix, elle se limita, contrairement aux autres Etats neutres, à des prestations matérielles.»

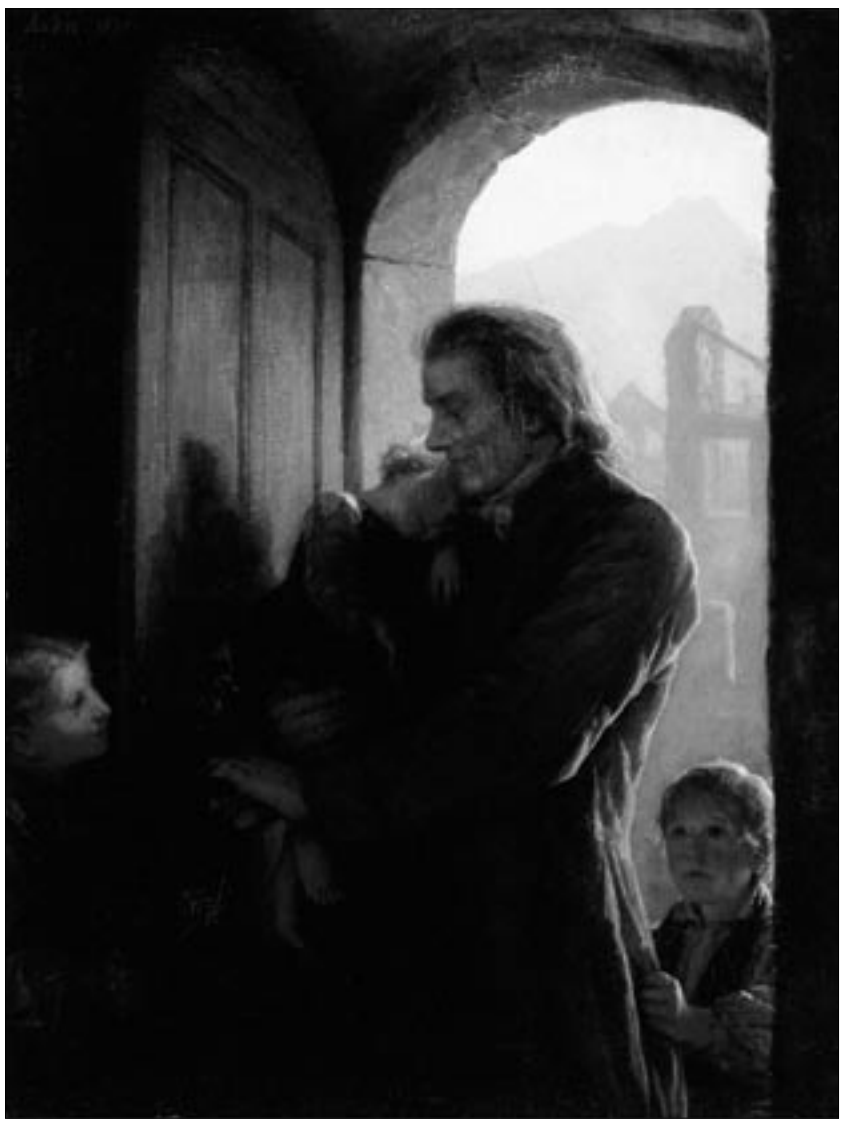
On pourrait allonger cette liste à loisir en mentionnant notamment le mandat de puissance protectrice dans le conflit opposant la Russie et la Géorgie ou dans celui opposant les Etats-Unis et l'Iran où l'on observe un rapprochement bienvenu. C'est de nouveau Genève qui, il y a deux semaines, a accueilli les entretiens entre l'Iran et les puissances occidentales.

L'humanité, une grande famille

Si ces lignes ont rappelé à certains lecteurs les horreurs des guerres, le fait qu'elles laissent toujours des cicatrices dans les âmes, l'importance de la réconciliation des anciens ennemis, les services inestimables qu'un petit pays neutre peut rendre en faveur de la paix, ils ne pourront qu'en tirer la conclusion suivante: Les hommes doivent se réveiller, tirer les leçons de l'histoire et œuvrer en faveur de la paix, ici et maintenant, pour eux et leur famille, mais aussi ailleurs et à l'avenir, pour tous les hommes parce qu'ils sont frères et membres d'une grande famille: l'humanité. •

[1] *Anthologie bilingue de la poésie allemande*, Gallimard, 1993.

Albert Anker: «Les orphelins des petits cantons», huile sur toile, 1876. Ce tableau impressionnant qui illustre l'accueil des orphelins de guerre de Suisse centrale à Morat se trouve au Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel.
Voici ce qu'on pouvait lire à peu près dans le numéro de mai/juin 1877 de la «Revue suisse des beaux-arts»: Des enfants des demi-cantons chassés par la faim sont recueillis par les citoyens d'une ville suisse. On peut voir sur une place publique des enfants entourés, questionnés et emmenés par des habitants que l'événement a arrachés à leur vie paisible. Sur les visages des citoyens se lisent la gravité et l'émotion et sur ceux des petits réfugiés la fatigue et l'étonnement. L'impression générale qui se dégage du tableau est celle d'une grande simplicité et d'une profonde vérité.



Albert Anker: «Pestalozzi et les orphelins de Stans», huile sur toile, 1870. Le tableau se trouve au Kunsthaus de Zurich.

Courrier des lecteurs

«La position des Suisses au sujet de questions fondamentales me plaît.»

Depuis quelques années, je suis lecteur de votre quotidien *Zeit-Fragen/Horizons et débats,* un journal qui mériterait un plus grand rayonnement (pardon, une plus grande distribution). Je reçois ce journal grâce à l'amabilité d'une amie qui habite Nussbaumen – elle est mon sponsor – et la lecture me donne un grand plaisir.

Qu'est-ce qui me plaît, en tant qu'Allemand vivant à Strausberg, la ville verte sur le lac, située au nord-est de Berlin (à 40 kilomètres)?

La vision suisse des questions fondamentales me plaît, des questions qui tiennent ensemble le monde, ou bien qui font que le monde bouge, voire qui doivent faire bouger le monde! Prenons les questions économiques, les idées sur l'environnement et les ressources! Et, bien sûr, les idées sur le système politique démocratique et les convictions démocratiques fondamentales. Votre édition du 30 juin m'a beaucoup passionné et cela plusieurs fois – la vie démocratique suisse que j'apprécie beaucoup, et les convictions démocratiques. Au contraire de ce qui se passe en Allemagne, j'opterais pour que cela continue ainsi!

J'ai pu visiter la Suisse seulement après le «tournant» en Allemagne, mais je l'ai fait plusieurs fois en tant que citoyen de la RDA qui a tiré sa leçon. J'étais aussi au Musée des chartes fédérales de Schwyz. D'ailleurs, les Suisses m'attirent aussi par leur saine confiance en eux et par leur amabilité.

Un minuscule exemple pris dans le commerce: à Nussbaumen (ainsi que certainement ailleurs en Suisse) il y a un magasin qui est ouvert sept jours sur sept qui a tous les aliments importants et une «caisse de la confiance». Les habitués inscrivent leurs achats dans un livret et, tous les mois, ils reçoivent leur facture. L'Allemagne, elle, discute d'une manière insensée les heures d'ouverture des magasins, et toute heure, et même les dimanches et les jours fériés sont un sujet de débat …

J'adresse mes meilleurs vœux à votre journal et votre équipe très engagée, et je vous souhaite bonne réussite! Je me réjouis d'avance, dès maintenant, des éditions à venir.

N.B.: Cela ne me dérange pas du tout, d'ailleurs, que ce soient souvent des livres qui soient à la base de vos articles, c'est ce qui nous pousse en tant que lecteurs à prendre connaissance des analyses importantes.

Rainer Ortne, Strausberg

Etre humain ou esclave, République ou Empire?

Du Saint-Empire romain germanique au «meilleur des mondes» du nouvel ordre mondial

*par Jürgen Elsässer**

En s'inspirant d'un célèbre «bon mot», on pourrait dire: Les Suisses sont de Vénus et le reste des Européens de Mars. Vénus, la planète de l'amour. Cela me fait penser à une anecdote contée par une juriste suisse qui disait: «Nous autres Suisses, nous avons aussi des conflits.» Et de rappeler le dernier conflit important, la «Guerre du Sonderbund», en 1800 et des poussières, qui a fait cent morts. Eh bien, pourrait-on se dire dans le reste de l'Europe, quel beau pays que la Suisse. On aimerait bien s'envoler vers cette heureuse planète.

Berlin, capitale des teufs

Ce n'est pas de Suisse que je vous parle, mais de l'Empire. Peut-être pas exactement du cerveau du monstre, pour parler comme *Che Guevara,* mais plutôt du rectum de l'Empire, la capitale européenne des teufs, comme le dit notre maire en exercice, qui fait de la réclame pour notre ville «pauvre, mais sexy». Ce Berlin-là est effectivement l'un des grands laboratoires du nouvel ordre mondial, où s'élabore ce que l'on aurait peine à définir comme l'homme nouveau. Car le spectacle live que nous offre Berlin, c'est le collapsus social et la perte de ce que la société a d'humain.

La Suisse en revanche est une société intacte où l'on se respecte mutuellement, où les sentiments existent encore et où l'on s'aborde sur un pied d'égalité. Mais Berlin, est un marécage où l'humain s'enlise. L'évolution actuelle de Berlin a aussi des causes historiques. La ville a grandi beaucoup trop vite. D'autres capitales européennes ont eu des siècles pour grandir. Berlin a été projetée de l'ère bismarckienne dans l'âge impérialiste, est devenue ensuite en un instant la capitale de l'horreur nazie et tout cela avait développé une mentalité très particulière, bien longtemps avant l'avènement du nouvel ordre mondial. Vous connaissez peut-être cette histoire déjà ancienne: un Berlinois à Vienne. Il cherche la grande roue et dans la rue demande à un Viennois sur un ton assez bourru et sans même dire bonjour: «Mais où est donc le Prater?» Le Viennois rétorque: «Dites voir, vous ne pourriez pas être un peu plus poli?» Et le Berlinois de répondre «Je préfère me perdre!»

Telle est donc la mentalité berlinoise, depuis longtemps déjà. Les gens les plus aimables et les plus polis de Berlin sont les Turcs, peut-être pas tous, en tout cas les commerçants turcs. Mais le Berlinois normal, la grande gueule berlinoise type, tire sur tout ce qui bouge, sa bouche est une véritable mitraillette. Et cette mentalité grossière préexistante, qui était là depuis toujours, a été maintenant aspirée par la psychologie de masse, cette pompe du nouvel ordre économique mondial. Et cette pompe c'est l'hyperindividualisme. Capitale des teufs du continent. A Berlin on ne travaille plus. A Berlin il n'y a plus d'industrie. Les revenus de Berlin proviennent pour l'essentiel de l'industrie de la teuf. Concrètement, les vols d'*Easy Jet* et autres compagnies du même type emmènent à Berlin pour une nuit ou un week-end toute la jeunesse espagnole ou grecque en mal de divertissements où ils feront la fête dans tous les clubs et laisseront derrière eux un sillage de dévastation. Voilà l'une des principales sources de revenus de Berlin.

L'idéologie qui caractérise la ville n'est que la fétichisation d'un individualisme déchaîné. A l'inverse tout sens du collectif, de la convivialité, est objet de mépris. On commence par la famille. La famille, c'est «ringard». La famille, c'est la cellule de base du fascisme. On continue par les associations, les associations de tir sur cible sont des pépinières de coureurs d'amok.[1] Les tables d'habitués ne sont que des réunions entre hommes à caractère fascisant. Les Eglises et les religions: très mauvais, chasse aux sorcières, Inquisition, tout le monde sait ça. Et la nation et le peuple? Nation = nationalisme = fascisme, c'est ce que vous dira tout de suite à Berlin même un ado de niveau PISA [système d'évaluation du niveau de connaissances acquises en fin d'obligation scolaire par l'OCDE, ndt.].

Toutes ces formes de collectifs sont vouées au mépris ou suspectes de fascisme. Sur ce fond rayonne l'individu, qui doit se réaliser sous toute forme. Le point de fuite de cette évolution, c'est l'individu atomisé, isolé face au marché tout-puissant. Parce que toutes les formes de socialisation, de communauté ont été détruites. Et le seul partenaire qui reste à l'individu isolé c'est l'ordinateur, l'Internet. C'est là qu'on se récrée, là qu'on vit sa sexualité, de là qu'on tire son information. Et de l'autre côté de l'écran se trouve *Big Brother* pour vous donner tout ce qu'il vous faut.

«Le meilleur des mondes» de Huxley

C'est une telle évolution qu'a fort bien décrite, il y a 70 ou 80 ans déjà, me semble-t-il, *Aldous Huxley* dans son ouvrage «Le meilleur des mondes». Et je l'ai à mon tour utilisé et intégré dans mon propre livre «Nationalstaat und Globalisierung» [Etat-nation et mondialisation]. J'y écrivais à propos du «meilleur des mondes» de Huxley:

«Le nouvel ordre a apporté la paix. On a aboli le parlementarisme et la démocratie, introduit la reproduction humaine artificielle, régulé les pulsions par l'hypnose, garanti le luxe et le bien-être aux castes dominantes des Alphas et Bêtas, le plein emploi et la satisfaction aux castes qui triment des Deltas et Epsilons, la liberté sexuelle, le ‹cinéma sentant› et le Soma-Ecstasy euphorisant à tous. Une douce mort par euthanasie attend les vieillards.»

Le mot à mot de Huxley: «Le monde est stable, à présent. Les gens sont heureux; ils obtiennent ce qu'ils veulent et ils ne veulent jamais ce qu'ils ne peuvent obtenir. Ils sont à l'aise; ils sont en sécurité; ils ne sont jamais malades; ils n'ont pas peur de la mort; ils sont dans une sereine ignorance de la passion et de la vieillesse; ils ne sont encombrés de nul père et mère; ils n'ont pas d'épouse, pas d'enfants, pas d'amants qui pourraient leur causer des émotions violentes; ils sont conditionnés de telle sorte que, pratiquement, ils ne peuvent s'empêcher de se conduire comme ils le doivent.» (Traduction: Jules Castier, Editions Presses Pocket)

C'était la vision prophétique d'Aldous Huxley dans «Le meilleur des mondes». Comment en sommes-nous arrivés là, à ce «meilleur des mondes»? Le monde avait été auparavant ébranlé par une grave crise économique mondiale et des attaques terroristes à l'anthrax suivies de neuf années de guerre.

Huxley écrit: «La Guerre de Neuf ans, le Grand effondrement économique, il y avait le choix entre l'Administration mondiale et la destruction. (…) Le libéralisme[2] avait péri sous l'anthrax.» (Traduction: idem) Ce qui veut dire: dans «l'anti-utopie» de Huxley, l'Administration mondiale, donc le gouvernement planétaire, est l'étape préliminaire à la «mise aux normes» de l'espèce humaine. Et pour établir cette Administration, ce gouvernement planétaire, il faut d'abord anéantir les Etats-nations et les républiques. C'est un point central, en matière d'anéantissement de la convivialité et de toutes les formes de vie communautaire ou sociale: l'ennemi n° 1, pour les protagonistes du Nouvel ordre mondial, c'est l'Etat-nation, parce qu'il fournit le cadre institutionnel pour les formes moins vastes de convivialité. L'Etat-nation protège la famille, encourage le mariage et la famille. L'Etat-nation veille à l'éducation populaire, à ce que les élèves issus de toutes les classes et couches sociales bénéficient au moins pendant quelques années du même enseignement, au bon usage de la langue, à encourager une certaine forme de sexualité. Et ainsi l'Etat-nation encourage un processus dans lequel l'être humain n'est pas tout seul, mais peut se développer par l'échange avec les autres, et c'est le seul moyen de faire naître des capacités humaines, des émotions humaines.

Mais cet Etat-nation est en danger dans le monde entier depuis le 11 septembre 2001, depuis qu'une attaque terroriste comme chez Huxley – mais pas à l'anthrax, ce sont d'autres moyens qui ont été mis en œuvre – a ébranlé le monde. Et maintenant nous sommes en pleine crise économique et en pleine discussion: ne devrait-on pas abolir toutes ces petites républiques avec tous leurs nationalismes et tous leurs atavismes, les abolir au profit d'une «Administration» que les grands de ce monde, au moyen d'une «bonne gouvernance» feraient fonctionner à notre place à nous, les citoyens.

Les Fugger, la mort et le diable

Le moteur de cette évolution, c'est le capitalisme financier international. Quand je discute avec des gens et leur dis que je crains l'émergence, dans l'Union européenne, d'une sorte de «quatrième Reich», et que les gens secouent la tête d'un air incrédule et disent «Tu ne crois tout de même pas que le ‹Troisième Reich› puisse revenir?», je leur réponds: Quand je parle de «quatrième Reich», ce n'est pas au «Troisième Reich» que je pense, mais au premier, l'Empire romain germanique du Moyen-Age.»

Ce que nous vivons en ce moment, c'est un retour au Moyen-Age. L'Empire allemand d'origine, le «Saint-Empire romain germanique», n'était pas comme sous les nazis une puissance centralisée à commande unique, au sein de laquelle la SS régnait de l'Atlantique à l'Oural. Cela, c'était le «Troisième Reich». Le premier, le «Saint-Empire romain germanique», était, lui, un magma informe, qui s'étendait de la Baltique à la Sicile, au moins dans ses meilleurs moments, mais jamais ce ne fut une entité unifiée; il n'y avait pas de capitale. On ne peut non plus parler d'un «Empire de nation allemande» car c'était un Etat pluriethnique, il était en définitive déchiré entre divers peuples, qui parlaient des langues différentes, étaient soumis à diverses dynasties, et dans cet Empire les rapports de force et les fronts communs ont constamment fluctué.

Au début, ce premier Empire ne fonctionnait pas si mal. Aux dixième, onzième, douzième et peut-être encore treizième siècles il a poursuivi un certain développement, on parle même de «l'âge d'or médiéval». Mais la structure est entrée en crise vers le quinzième-seizième siècles, avec l'apparition du capital financier. Et là tout échappe au contrôle.

ISBN 13: 978-3-89706-410-2

Le capital financier, dans le «Saint-Empire romain germanique», tourne autour de la maison *Fugger*. Ceux-ci, originaires d'Augsbourg, originairement propriétaires de manufacture, vendeurs et producteurs de textiles, parviennent, avec l'aide de la grande puissance commerciale qu'était Venise et grâce à de bonnes relations avec le Vatican à devenir un trust de la finance. Le premier pas fut la colonisation du Tyrol, la mainmise sur les ressources minières tyroliennes, les métaux précieux, et puis en route pour la Hongrie. Et les Fugger utilisent ces richesses minières pour créer un monopole de la monnaie et faire une politique monétaire et, sur cette base, devenir les banquiers des empereurs allemands. Les empereurs d'alors, tout spécialement *Maximilien Premier* et *Charles Quint,* sont arrivés à ce siège[3] uniquement grâce aux milliards des Fugger. Les Fugger se sont payé les empereurs. Et c'est alors que commence l'expansion de l'Empire germanique, alors gouverné par les Habsbourg, en direction de l'Espagne. Et grâce à une politique de mariages naît la lignée des *Habsbourg d'Espagne*. Et les besoins d'argent ou l'argent qu'il faut rendre aux Fugger contraint les empereurs à passer sur l'autre continent, l'Amérique du Sud. C'est à cette période que l'empereur allemand a pu dire: «Sur mon Empire le soleil ne se couche jamais.» Ensuite commencera l'un des plus effroyables chapitres de l'histoire de l'humanité, le pillage de l'Amérique latine. Ce sont les Espagnols qui ont été responsables du carnage, dit-on toujours. Mais derrière il y avait les Fugger. Car les Espagnols devaient fournir des richesses aux Habsbourg, pour que ceux-ci puissent rembourser les Fugger. Ce qui signifie que le véritable ressort de cette expansion était la prise de pouvoir du capital financier dans l'Empire romain germanique de l'époque.

Pirates et Confédérés

Pour terminer, cette évolution est l'une des causes des schismes et guerres de religion. Car qu'est-ce qui a déclenché le schisme, qu'est-ce qui a donné son impulsion à *Luther?* Il y avait eu avant lui bien des réformateurs qui n'avaient pas eu pareil succès. Mais si Luther a eu des masses de partisans, c'est à cause de l'indignation que provoquait chez les petites gens le trafic des indulgences: *Tetzel,* l'envoyé du pape, passait de ville en ville et vendait des indulgences qui permettaient en quelque sorte aux gens de racheter leurs péchés *ad aeternum,* en donnant de l'argent au pape. Mais qui a organisé ce trafic? C'était la banque d'investissements Fugger. C'était en fait une idée géniale – sur le plan des affaires – des Fugger. Et cette idée a poussé le pays et l'Empire tout entier à la révolte. Et

Suite page 4

* Exposé tenu lors du congrès «Mut zur Ethik» qui avait pour thème «Souveraineté du peuple ou impérialisme – Qu'est-ce qu'une authentique démocratie?» et qui a eu lieu du 4 au 6 septembre à Feldkirch (Vorarlberg/Autriche).

«Renforcer la Suisse»

Campagne d'affichage dans un contexte économique difficile

En temps de crise aussi, un régime économique et juridique libéral reste primordial pour garantir la croissance et la prospérité dans notre pays. Tel est le message qu'*economiesuisse* entend donner, en lançant une campagne d'affichage. Destinée au grand public, elle vise à rappeler les valeurs de base et à contribuer à la confiance en l'avenir. «Avoir confiance en nous», «Oser innover», «Affirmer nos libertés», «Agir ensemble» et «Construire l'avenir»: autant de références aux valeurs qui sont à la base du succès de notre pays. Et qu'il s'agit de rappeler en période de crise. Ces cinq messages, qui s'articulent autour du slogan «Renforcer la Suisse», se veulent fédérateurs, à un moment où le pays traverse une période difficile.

La campagne d'affichage est lancée aujourd'hui, à l'occasion de l'assemblée générale d'*economiesuisse.* «Dans notre pays, plus qu'ailleurs, il est important que la liberté et l'économie de marché soient acceptées par l'opinion publique», a précisé *Pascal Gentinetta,* président de la direction. «Partie prenante dans la société, l'économie ne veut pas perdre de vue l'importance du dialogue et de la communication», a-t-il ajouté. La SGA apporte un soutien substantiel à cette campagne.

Pour tous renseignements:
Cristina Gaggini, directrice romande.
Téléphone: +41 78 781 82 39

Source: Communiqué de presse d'economiesuisse du 4/9/09

«Etre humain ou esclave …»
suite de la page 3

donc a contribué à déclencher les guerres de religion.

Revenons au pillage des Amériques, au massacre des Incas et des Aztèques: l'or ainsi arraché a été emporté en Espagne. Mais là un nouveau rival entre dans le jeu, la puissance maritime montante anglaise. En effet, les Anglais abordent les caravelles espagnoles chargées d'or. Aujourd'hui, au cinéma, nous allons voir des films comme «Pirates des Caraïbes» avec *Johnny Depp,* et nous croyons que ce sont de simples aventures de mauvais garçons. Ces pirates n'étaient cependant pas de petits délinquants, mais des instruments de la politique de grande puissance menée par les Anglais.

Sir *Francis Drake,* le pirate de Sa Gracieuse Majesté, a attaqué des navires espagnols sur son ordre et à l'insu du Parlement britannique. L'or, que les Fugger voulaient pour eux, a ainsi fini par atterrir en Angleterre, à Londres. Ce processus a causé l'effondrement de l'empire planétaire espagnol, entraînant celui de l'empire Fugger, et a permis l'ascension de la nouvelle puissance mondiale, l'Angleterre, plus tard Grande-Bretagne. La première chose que fera cette puissance de son capital, de l'argent volé en mer, ce sera d'étendre son domaine commercial: on affrète davantage de bateaux, et le business acquiert une nouvelle base, plus aussi primitive que celle des Espagnols: on démarre la traite esclavagiste. Des esclaves, achetés en grand nombre en Afrique, entassés dans des bateaux et transportés aux colonies – pour le plus grand bien de l'Angleterre et avec d'énormes profits à la clé.

Et à cette époque, comme s'opposent d'une part les Habsbourg plus les Espagnols plus le Vatican et d'autre part la nouvelle puissance ascendante, l'Angleterre ou Grande-Bretagne, à cette époque donc ont lieu les plus effroyables guerres européennes: les guerres de religion. La guerre de Trente ans, en Allemagne, fait périr un tiers de la population; en Angleterre, les souverains anglicans font la guerre aux Ecossais et aux Irlandais; en France on n'arrête pas de se battre. Un observateur superficiel voit dans toutes ces guerres des guerres de religion; mais ce sont les puissances financières rivales qui tirent les ficelles.

A cette sanglante époque, où l'âge d'or médiéval se transforme en période noire, à cette époque, la Confédération conquiert son indépendance et fonde une république démocratique. C'est une avancée historique. Et ce que nous vivons aujourd'hui, c'est une tentative d'anéantir cette avancée historique. Un retour au Moyen-Age, pour soumettre à nouveau tout le continent au pouvoir du capital financier, de structure impériale. Il faut noter qu'à la fin du Moyen-Age c'est tout l'Empire qui se délite, car la Suisse n'est pas seule à faire sécession, les Pays-Bas, alors possession des Habsbourg d'Espagne, deviennent indépendants. Mais sitôt l'indépendance acquise, les Pays-Bas espagnols se jettent eux-mêmes dans l'impérialisme. Seule la Suisse se dégage de la féodalité sans verser aussitôt dans le colonialisme et l'impérialisme. C'est une évolution tellement unique qu'elle mériterait d'être mieux reconnue.

Les monstres bancaires

Les Fugger, Charles Quint, l'or des Amériques, Francis Drake – le résultat des courses, c'est: l'or des Incas et des Aztèques est désormais à Londres et permet la fondation de la *Bank of England.* Cette banque est le prototype même d'un établissement bancaire très dangereux, toujours présent de nos jours: une banque nationale, mais à fonds privés, qui fonctionne comme une banque d'Etat et prête de l'argent à l'Etat. Cela signifie que l'Etat doit toujours s'adresser à cette *Bank of England,* banque privée, pour obtenir des fonds et qu'il est perpétuellement le débiteur des personnes privées qui sont propriétaires de la banque portant le beau nom de *Bank of England.*

C'est exactement sur ce modèle – banque nationale de nom, dans les faits banque privée – qu'a été fondée à la veille de la Première Guerre mondiale la banque monétaire des USA, la *Federal Reserve.* Et ces deux banques, la *Bank of England* et la *Fed,* restent à ce jour les institutions qui se sont emparées de tout un système monétaire et de ce fait sont à même de fabriquer et de prêter de l'argent hors de tout contrôle.

Je pourrais maintenant parler durant des heures de l'évolution du capitalisme financier. Mais j'écris aussi des livres,** et donc je ne vous raconterai que la fin de l'histoire. Elle date de l'après-11-Septembre, lorsque la *Federal Reserve* s'est mise à émettre des quantités astronomiques de monnaie. Entre le 11 septembre 2001 et l'année 2005, elle a mis en circulation aux USA plus de nouveaux dollars que durant les 200 années précédentes. On ne connaît les chiffres que jusqu'en 2005, car ensuite l'administration Bush a cessé de publier les chiffres.

Au cours des 15 derniers mois, selon des calculs non officiels, les dettes des ménages, firmes, banques privées et de l'Etat – donc l'endettement total de tous les secteurs de l'économie – est passé de 50 à 60 billions de dollars. Je parle, non de billions américains, mais européens. Donc, l'endettement américain s'élève au total à 60 billions de dollars, et les dix derniers datent des 15 derniers mois. 60 billions de dollars, ça fait 60 000 milliards de dollars. Ces dettes sont financées par du papier-monnaie ou des à-valoir électroniques, créés par ces monstres bancaires privés et ne disposant d'aucune contre-valeur dans l'économie réelle. En fait l'inflation en dollars est telle qu'il faut s'étonner de voir quiconque accepter encore cette monnaie de singe.

Cette absurdité a pourtant un motif plausible: l'administration états-unienne, à la différence de tout autre Etat débiteur, peut promettre à tous les investisseurs en dollars de contraindre par la force des armes, n'importe quand et n'importe où, n'importe qui à échanger contre des marchandises ces chiffons de papier sans valeur. En parvenant à établir son contrôle sur l'Irak, détenteur des secondes réserves de pétrole mondiales, elle a fait la preuve de sa solvabilité sur tous les marchés de crédit. Mais à l'inverse, plus la situation à Bagdad devient instable, et plus les créanciers deviennent nerveux.

Plus les USA s'enfoncent dans le rouge et plus l'arnaque de l'émission monétaire devient évidente, plus les USA doivent désespérément tenter de compenser leurs insuffisances économiques par des succès militaires. Et plus grande se fait la tendance à briser tous les Etats-nations encore debout et intacts, tels que la Suisse, pour y pomper là aussi les dernières ressources afin de les jeter dans la spirale de l'endettement pour en boucher les trous. Cela signifie que, plus l'endettement et plus la cupidité du capitalisme financier s'accroissent, plus la tendance à la guerre se renforce, et plus nous devons craindre un retour au Moyen-Age. •

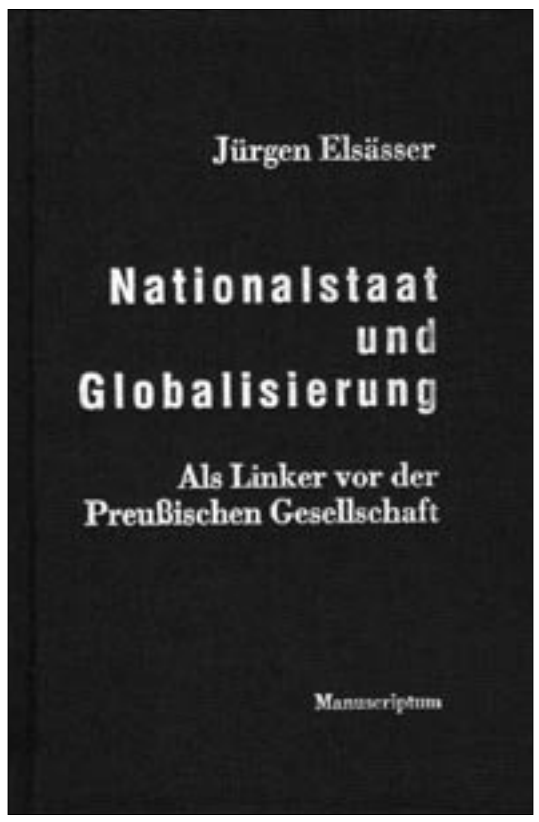
** Cette conférence s'inspire des deux derniers ouvrages du conférencier: Jürgen Elsässer (éditeur): *«Gegen Finanzdiktatur. Die Volksinitiative – Grundsätze, Konzepte, Ziele»* [Contre la dictature de la finance. L'initiative populaire – Principes, concepts, objectifs] (Editions Kai Homilius, juillet 2009) et Jürgen Elsässer, *«Nationalstaat und Globalisierung»* [Etat-nation et mondialisation] (Editions Manuscriptum, avril 2009)

[1] amok: dérèglement psychique où le malade tue tout ce qu'il rencontre sur son passage, ndt.

[2] libéralisme: au sens américain de «démocratie», exercice de la citoyenneté, ndt.

[3] Les empereurs germaniques étaient élus par un collège d'électeurs, en partie laïcs, en partie ecclésiastiques, ndt.

(Traduit par Michèle Mialane. Edité par Fausto Giudice, *www.tlaxcala.es*)



ISBN13: 978-3-937801476

Courrier des lecteurs

«Cessons de libéraliser les heures d'ouverture des magasins»

Les acquis sociaux sont peu à peu remis en question

Aujourd'hui, on tente peu à peu, suivant la politique économique du laissez-faire des Etats-Unis, d'éliminer les acquis sociaux qui gênent les affaires. – C'est la liberté dont ils parlent: le démontage social. – Une remarque fait partie de cette liberté: «Cessons de libéraliser les heures d'ouverture des magasins». C'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dimanche inclus, que les magasins devront être ouverts. Les personnes, gagnant très peu, vendeuses et vendeurs, devront être à disposition vingt-quatre heures sur vingt-quatre et dimanche aussi. Que ces femmes et ces hommes aient souvent aussi des enfants, qu'ils soient des gens comme toi et moi, cela ne semble intéresser personne. La chose principale, c'est que les magasins soient ouverts quand nous avons envie d'aller faire «du shopping.»

Ce qui est incompréhensible pour moi, c'est que la *Coop* soit partie prenante, avec les heures d'ouverture prolongées jusqu'à 22 heures près de la gare centrale de Zurich. *Coop,* c'est encore une coopérative, elle appartient donc à nous tous, membres de la coopérative. *Coop* a aussi été fondée par des sociaux-démocrates, et dans son conseil de gestion, il y a sans doute aussi des ex-sociaux-démocrates et des ex-syndicalistes. Les petits magasins situés dans les quartiers extérieurs des localités ne peuvent pas se payer ces longues heures d'ouverture, et ainsi ils disparaissent de plus en plus souvent.

Au Moyen-Age, on connaissait encore le servage. Les serfs étaient à la libre disposition des seigneurs, corps et âme. La fille du serf était à la disposition du seigneur selon le droit de cuissage. Plus tard aussi, au début de l'industrialisation, les ouvriers étaient complètement livrés à la merci des propriétaires des usines qui les traitaient en esclaves. Des lois valables pour les usines ont peu à peu mis obstacle à cet arbitraire. On a limité les heures de travail, et surtout les femmes et les enfants qui travaillaient en usine ont été protégés. Le canton de Glaris a joué un rôle de pionnier en Europe, avec ses lois relatives aux usines. Veut-on maintenant revenir en arrière, par le démontage social, les heures d'ouverture et les heures de travail de plus en plus longues?

H. Frei, Zurich

Les devoirs importants qui attendent les Allemands

par Karl Müller

Les élections au Bundestag allemand étant passées, on ne peut se contenter de laisser aux groupes parlementaires de la coalition qui se dessine, ni aux autres partis et à leurs organisations, ni non plus aux mass média pas vraiment libres, le soin de réfléchir à la future politique du pays.

Plus que jamais, c'est aux citoyens et citoyennes, à la société civile, de réfléchir, examiner, discuter des projets et de la façon de les mettre en place.

C'est pourquoi, les réflexions suivantes sont à prendre comme une invitation à nos lecteurs, notamment allemands, à déterminer eux-mêmes un «programme de gouvernement» des citoyennes et citoyens.

1. L'Allemagne doit s'efforcer d'être plus démocratique! Ceci avait déjà été exigé il y a 40 ans par le chancelier allemand *Willy Brandt*. Malheureusement sans succès.

   Le principe inscrit dans la Constitution que tout le pouvoir émane du peuple n'est pas assez pris au sérieux. En réalité, c'est un petit groupe, qui se prend pour une élite, qui décide de la politique du pays.

   La façon de prendre les décisions, et les conséquences qui en découlent, sont devenus insupportables. De plus il est parfaitement absurde de prétendre que les citoyens ne sont pas capables de saisir les questions politiques et de prendre des décisions. Prétendre que seuls une «élite» et des «experts» peuvent s'en charger, est absurde et erroné.

2. A cela s'ajoute que dans la politique allemande les décisions ne sont pas prises de manière souveraine. Ce n'est pas uniquement parce que – comme tous les autres pays – l'Allemagne est tenue par des traités internationaux et est de plus membre de l'Union européenne et de l'OTAN.

   Les élites politiques allemandes sont au service d'autres maîtres que du peuple allemand, ils trahissent constamment, en tant que membres du gouvernement, la Loi fondamentale et leur serment politique.

   Ils violent aussi sans cesse le droit international du fait de leur allégeance à la politique des Etats-Unis et d'Israël. Ils couvrent, et de ce fait soutiennent, de graves crimes de guerre, de même que des crimes contre l'humanité et participent même à des guerres allant à l'encontre du droit international.

   L'Allemagne est toujours occupée par des troupes étrangères. On prétend même qu'il y aurait des accords secrets suite auxquels le gouvernement allemand aurait renoncé à une partie de ses droits souverains. Ce serait à vérifier d'urgence.

   La souveraineté du peuple, telle qu'elle est comprise par le Tribunal constitutionnel dans ses décisions comme un droit fondamental de liberté et de démocratie, n'est pas divisible.

   Une politique de grande puissance, de la part de l'Allemagne, dans l'intérêt de quelques-uns dans le pays ou à l'étranger, ne relève pas de la souveraineté, mais exprime bien la soumission d'un vassal qui recherche la protection de son maître.

3. L'Allemagne doit démilitariser radicalement sa politique étrangère. En effet, depuis 20 ans, soit depuis l'effondrement du bloc de l'Est et du rattachement de la RDA au territoire régi par la Loi fondamentale, l'Allemagne a, pas à pas, militarisé sa politique étrangère, en envoyant ses troupes dans des interventions à l'étranger, ce qui avait d'ailleurs été annoncé par le ministre de la Défense d'alors, *Volker Rühe* (CDU). C'est se moquer ouvertement des victimes des guerres et des destructions que de parler, comme le font les élites allemandes, de la nécessité de «surmonter le tabou frappant les questions militaires» (*Gerhard Schröder)* et de vouloir «transformer» la Bundeswehr en une armée destinée à s'engager en permanence dans le monde entier (*Livre blanc de la politique de sécurité de l'Allemagne et de l'avenir de la Bundeswehr* publié en 2006).

   Le calcul politique, selon lequel on arriverait à habituer les gens à cette politique inhumaine, ne doit pas jouer. Ce serait un retour collectif dans la sauvagerie. Le fait que l'Allemagne mène depuis des années des guerres doit être mis en avant, afin de les faire cesser.

   Si par contre, on entend dire en tout premier lieu dans les partis qui s'apprêtent à former le nouveau gouvernement allemand qu'il faut élever considérablement le plafond du nombre de soldats à envoyer en Afghanistan, c'est marquer une ignorance effrontée de la volonté de la majeure partie de la population, et cela mérite une réponse cinglante.

   Au lieu d'occuper des pays militairement et de les soumettre économiquement, l'Allemagne devrait, en politique internationale, se mettre du côté des peuples opprimés, du droit international et de l'équité.

4. Le 11 septembre 2001 ne fut pas seulement le prétexte à des guerres dévastatrices, mais dès ce jour-là, en Allemagne comme dans d'autres pays, les droits à la liberté des citoyens et citoyennes furent limités et l'Etat s'est immiscé toujours plus profondément dans la sphère privée des gens.

   Il apparaît de plus en plus avec certitude que l'Etat allemand se prépare activement en vue de désordres à l'intérieur, voire des affrontements au caractère de guerre civile, afin de pouvoir faire intervenir l'armée, à laquelle on donnerait l'autorisation de faire feu. Et c'est le *Traité de Lisbonne* lui-même qui s'en fait le garant.

   Il existe des plans envisageant ces affrontements violents du fait d'un mécontentement aggravé, accompagné d'un énorme potentiel de violence dans la population. La situation est bien plus critique qu'on ne se l'imagine. Un auteur allemand, *Udo Ulfkotte,* en a tracé, dans son livre[1] un tableau édifiant. La situation est explosive, d'autant plus que certains services secrets mettent la main à la pâte.

   Un retour en arrière exige un désarmement sur tous les plans, une modification de comportement – et surtout plus de justice.

5. Depuis 40 ans l'Etat allemand ne cesse de s'endetter, ayant accumulé dès avant la crise une dette énorme de 1,6 billions d'euros, qui exigent chaque année le paiement de 100 milliards d'euros d'intérêts à différents instituts financiers. Tout cet argent fait défaut ailleurs.

   La crise financière mondiale a incité le gouvernement d'augmenter cet endettement de plusieurs centaines de milliards, ce qui fera grimper la dette à plus de 2 billions d'ici quelques années, si on ne donne pas un coup de barre.

   Il est déjà trop tard pour s'opposer aux conséquences négatives de cet endettement. Néanmoins, un changement de cap se révèle nécessaire, se fondant sur un consensus de la société en ce qui concerne les tâches à accomplir, notamment les rentrées d'argent et les dépenses de l'Etat.

   Seul un dialogue honnête et largement mené, sans idéologie, peut permettre de décider des tâches de l'Etat, cela de façon démocratique avec la participation de tous les citoyens et sans censure. Peut-être que l'Allemagne a besoin d'une réforme étatique et financière qui se fonderait – un peu comme en Suisse – beaucoup plus sur le principe de la subsidiarité, restreignant le rôle centralisateur de l'Etat, renforçant les petites unités au niveau des communes. L'article 146 de la Loi fondamentale offre la possibilité aux Allemands de se doter d'une nouvelle Constitution.

   Il est grand temps d'engager une réflexion sur le comportement et les pouvoirs des instituts financiers, sur les dessous de leur politique. Il faut fondamentalement remettre en question la manière du financement des dépenses étatiques et privées.

6. Un point central du débat des citoyens doit être la justice sociale. Les différences de revenus, de fortunes et de position sociale, telles qu'elles se sont développées au cours des 20 dernières années vont à l'encontre du sentiment d'équité et menacent la paix sociale. La justice sociale présuppose un sentiment de communauté et n'a rien à voir ni avec un darwinisme social néolibéral, ni avec un Etat social agissant avec une largesse indigne, car s'en prenant à la liberté des gens.

   La justice sociale ne se limite pas au fait de soutenir les malheureux en matériel ou en soins. Cela doit aller de soi.

   C'est bien plutôt la possibilité pour tout un chacun de s'épanouir. Cela présuppose une vision de l'homme où chacun est capable de se développer en parfait accord avec sa dignité. Chaque être humain possède ce potentiel social et la communauté a le devoir de contribuer à sa réalisation.

7. Cela concerne aussi la vie professionnelle et économique. Là où l'homme n'est plus un loup pour l'homme, comme par exemple dans les entreprises familiales des couches moyennes, ou bien dans les coopératives où règnent les principes de l'entraide, du sens de la responsabilité et l'autogestion, là où les travailleurs gèrent avec succès leur entreprise, alors la possibilité d'un épanouissement est largement donnée, beaucoup plus que dans les grandes entreprises bureaucratisées et anonymes.

   Dès lors qu'on produit pour le bien-être général on se préoccupe plus de l'environnement et donc du bien des générations futures. Une économie durable a plus de chance de réussite quand tout le monde se sent concerné et responsable.

8. C'est dès l'enfance que sont posés les fondements d'une vie commune future. Il faut donc dès leurs plus jeunes années développer le sens social des humains, de telle façon qu'il soit appliqué tout au long d'une vie. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, où l'on assiste à une déchéance et une violence accrues chez un toujours plus grand nombre d'enfants et d'adolescents – ce qui va dans l'intérêt de certains cercles.

   «Je veux une jeunesse violente, dominatrice et cruelle […] sans aucune faiblesse ni tendresse. L'image du merveilleux carnassier, épris de liberté doit jaillir de ses yeux.» C'était le programme d'*Adolf Hitler.*

   Qu'en est-il aujourd'hui? Qui veut faire dérailler nos enfants et notre jeunesse? Des auteurs tels qu'Udo Ulfkotte[2] ou *Thierry Meyssan*[3] ont démontré que les manifestations violentes en France et en Grèce étaient dirigées par des services secrets.

   Pour quelles raisons déploie-t-on tant d'efforts pour ancrer dans la tête de nos enfants le sens de la violence? Cela demande d'urgence une correction. C'est une mission importante et fondamentale qui ne peut être accomplie que par un effort commun de toute la société.

9. Nos valeurs, qui reposent sur l'éthique, doivent être vécues réellement. Nous ne manquons pas de valeurs, mais on n'en tient que trop peu compte.

   Un «programme de gouvernement» voulu par les citoyens et citoyennes, ne se défait pas de la responsabilité, mais la conforte d'un accord commun.

   La démocratie, c'est beaucoup plus que d'aller aux urnes tous les quatre ans. C'est une question de conduite, de conception, la volonté de s'informer afin de se former une opinion et de l'afficher. C'est marquer son intérêt au bien-être commun et sa volonté d'y participer. C'est savoir écouter les autres et s'engager pour eux. C'est aussi la volonté de régler les conflits pacifiquement, par négociations. Savoir accepter des compromis et respecter les accords conclus, en se souvenant du contenu de l'article 1 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* qui affirme que tous les humains sont nés libres et égaux en droit et en dignité, cela dans le sens de la fraternité universelle. •

---

[1] Udo Ulfkotte. *Vorsicht Bürgerkrieg! Was lange gärt, wird endlich Wut.* [Attention, guerre civile! Ce qui fermente longtemps, explose enfin], 2009, ISBN 978-3-938516-94-2

[2] Udo Ulfkotte. *Der Krieg im Dunkeln. Die wahre Macht der Geheimdienste.* [La guerre dans l'ombre. Le vrai pouvoir des services secrets], 2006, pp.56, ISBN 978-382 1855783

[3] Thierry Meyssan. «Color Revolution Fails in Iran» *www.voltairenet.org* du 27/6/09

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Pourquoi le Rapport de Goldstone importe

par Richard Falk

Richard Falk est un citoyen juif américain, professeur émérite de droit international de l'Université de Princeton. En 2001, il a été membre d'une Commission d'enquête sur les territoires palestiniens du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. En 2009, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU l'a nommé Rapporteur spécial pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. (photo thk)

«Alors pourquoi le gouvernement israélien a boycotté la Commission? La vraie réponse est assez simple: ils savaient très bien que la commission, n'importe quelle Commission, arrivera aux conclusions auxquelles elle est arrivée.»

Uri Avnery (activiste israélien pour la paix, et membre du Knesset), «Sur le Rapport Goldstone», 19 septembre 2009

Richard Goldstone, ancien juge de la Cour constitutionnelle de l'Afrique du Sud, premier procureur à La Haye au nom de la Cour pénale internationale de l'ancienne Yougoslavie, et militant contre l'apartheid signale qu'il était extrêmement réticent d'accepter l'emploi de présider la mission d'établissement des faits des Nations Unies chargée d'enquêter les allégations de crimes de guerre commis par Israël et le Hamas pendant les trois semaines de guerre à Gaza l'hiver dernier.

Goldstone explique que sa réticence était due au fait que la question est «profondément et politiquement chargée», et épuisée car lui-même et ses collègues commissaires étaient «des professionnels engagés à une enquête objective, basée sur les faits», en ajoutant que «au-dessus de tout, j'ai accepté parce que je crois profondément à l'Etat de droit et les lois de la guerre» aussi bien que la responsabilité de protéger les civils dans la mesure du possible dans les zones de combat. La mission d'enquête de quatre personnes était composée d'individus largement respectés et hautement qualifiés, y inclus le spécialiste de droit international distingué, *Christine Chinkin,* professeur à la London School of Economics. Sans doute, ajoutant de la complexité a la décision de Goldstone est le fait qu'il est juif, avec des liens profonds émotionnels et de famille avec Israël et le sionisme, des liens solidifiés par sa longue association avec plusieurs organisations actives en Israël.

Malgré les qualifications impeccables des membres de la Commission, et la réputation mondiale de Richard Goldstone en tant que personne d'intégrité et d'équilibre politique, Israël a refusé la coopération dès le début. Israël n'a même pas permis l'entreprise de l'ONU d'entrer en Israël ou dans les territoires palestiniens forçant la dépendance vis-à-vis du gouvernement égyptien pour faciliter l'entrée à Gaza par Rafah. Selon l'observation d'*Uri Avnery,* peu importe combien Israël pourrait attaquer le rapport de la Commission comme partial et injuste, la seule explication plausible de son refus de coopérer avec l'enquête et de saisir l'opportunité pour raconter sa version de l'histoire était qu'Israël n'avais rien à raconter qui pourrait espérer de surmonter la preuve écrasante de l'échec israélien à effectuer ses attaques sur Gaza l'hiver dernier conformément à la loi internationale de la guerre. Aucune commission internationale crédible ne pourrait parvenir à une série de conclusions autres que celles atteintes par le rapport Goldstone sur les allégations centrales.

Substantiellement, le rapport Goldstone ne rajoute rien de nouveau. Sa contribution principale est de confirmer largement les pratiques militaires israéliennes rapportées et analysées pendant la guerre de Gaza. Il y a eu plusieurs rapports crédibles déjà publiés, condamnant les tactiques d'Israël comme des violations des lois de la guerre et du droit humanitaire international, notamment par *Amnesty International, Human Rights Watch* et une variété de groupes de droits de l'homme israéliens. Des journalistes et des hauts fonctionnaires des Nations Unies étaient arrivés à des conclusions similaires.

Peut-être, le plus accablant de tout le matériel disponible avant le rapport Goldstone était la publication d'un document intitulé «Breaking the Silence» [mettre fin au silence] contenant des commentaires par trente membres des Forces de défense israéliennes (IDF) qui ont fait partie de l'opération «Plomb durci» (le nom officiel israélien pour la guerre de Gaza). Ces soldats ont parlé d'une façon émouvante concernant les vagues règles d'engagement et de comportement émises par leurs commandants ce qui explique pourquoi si peu de précautions ont été prises pour éviter les victimes civiles. Le sens émerge de ce que ces soldats IDF qui étaient dans aucun sens critique d'Israël ou même de la guerre de Gaza en tant que tel, que la politique israélienne a émergé d'une combinaison d'efforts «pour donner une leçon au peuple de Gaza à cause de leur appui au Hamas» et pour maintenir les victimes IDF aussi proche de zéro que possible même si ceci signifie la mort et destruction massive pour d'innocents Palestiniens.

Etant donné ce contexte d'un consensus international préalable sur la non légalité de l'opération «Plomb durci», on devrait premièrement se demander pourquoi ce rapport massif de 575 pages a été accueilli avec une telle inquiétude par Israël et on lui a donné tellement d'attention dans les médias du monde. Ceci a peu rajouté à ce qui a été précédemment connu. On peut soutenir qu'il était plus sensible aux contestations d'Israël que le Hamas était coupable de crimes de guerre par la lance des roquettes à l'intérieur de son territoire que les précédents rapports. A bien des égards, le rapport Goldstone approuve la grande ligne de la trompeuse narration israeliénne en supposant qu'Israël agissait par légitime défense contre un adversaire terroriste. Le rapport concentre ses critiques sur l'utilisation de la force excessive et non-discriminatoire d'Israël. Il fait ceci par l'examen de l'évidence qui entoure une série d'incidents impliquant des attaques sur des cibles civils et non-militaires. Le rapport également attire l'attention au blocus illégal qui a restreint le flux des réserves de nourriture, combustibles, et médicaments au niveau de subsistance à Gaza avant, durant et depuis l'opération «Plomb durci». Un tel blocus est un cas flagrant de punition collective, explicitement défendu par l'Article 33 de la Quatrième Convention de Genève concernant l'établissement des fonctions d'une puissance occupante.

Israël a tout le temps rejeté les critiques internationales de sa conduite d'opérations militaires pendant la guerre de Gaza, prétendant que l'IDF étaient les forces combattantes les plus morales sur terre. L'IDF a menée quelques enquêtes substantives du présumé comportement illégal qui a systématiquement justifié les tactiques militaires sur lesquelles ils ont compté dessus et tenacement promis de protéger n'importe quel officier militaire israélien ou leader politique accusé internationalement de crimes de guerre. En vue de ce considérable contexte d'allégations confirmées et rejets israéliens furieux, pourquoi est-ce que le rapport Goldstone a été traité à Tel Aviv comme une bombe qui est profondément menaçante pour Israël en tant qu'Etat souverain?

Le président d'Israël, *Shimon Peres,* appelant le rapport une «une moquerie de l'histoire» qui «ne réussi pas à distinguer l'agresseur et un Etat qui exerce son droit à la légitime défense» en insistant qu'il «légitime l'activité terroriste, la poursuite du meurtre et de la mort». Plus habituellement les défenseurs zélés d'Israël ont condamné le rapport en tant qu'unilatéral, partial, arrivant à des conclusions couru d'avance, et émanant du bastion d'attitude anti-israéliennes au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Cette ligne de réponse à n'importe quel critique du comportement d'Israël en Palestine occupée, spécialement si cela vient de l'ONU ou des ONG de droits de l'homme consiste à s'écrier «action déloyale!» pour éviter tout vrai regard à la substance des accusations. C'est un exemple de ce que j'appelle «la politique de déviation», tentant de déplacer l'attention d'une audience loin du message au messager. Plus accablant les critiques, plus féroce la réponse. De cette perspective, le rapport Goldstone à manifestement atteint la cible!

S'ils sont considérés plus prudemment, il y a quelques bonnes raisons pour la réaction paniquée d'Israël à ce rapport accablant. Premièrement, elle vient avec l'appui d'une personnalité internationale éminente qui ne peut être accusé d'une façon crédible de parti pris anti-israélien, le rendant plus dure de dévier l'attention des conclusions peu importe la force du hurlement «jeu déloyal». Toute lecture juste du rapport montrera qu'il était équilibré, en se souvenant éminemment des arguments d'Israël concernant la sécurité, et a effectivement donné à Israël le bénéfice du doute sur des questions-clés.

Deuxièmement, les conclusions non surprenantes sont alliées à de fortes recommandations qui vont bien au-delà des rapports précédents. Deux de celles-ci provoquent de gros soucis au leadership israélien: le rapport recommande fermement que si Israël et le Hamas ne s'engagent pas eux-mêmes dans les six mois à une enquête et une action de suivi satisfaisant les niveaux internationauxd'objectivité en rapport avec ces violations de la loi de guerre, alors il faut faire prendre conscience au Conseil de sécurité, étant encouragé à considérer le transfert de toute cette question de la responsabilisation d'Israël et du Hamas au procureur de la Cour pénale internationale de La Haye. Même si Israël est épargné de cette indignité par le muscle diplomatique des Etats-Unis, et peut-être quelques gouvernements européens, les implications des relations publiques négatives d'un échec à respecter ce rapport peuvent être sévères.

Troisièmement, quoi qu'il arrive dans le système de l'ONU, et au Conseil des droits de l'homme de Genève, l'importance du rapport sera ressenti par l'opinion publique mondiale. Depuis la guerre de Gaza, la solidité de l'appui juif pour Israël use les bords, et ceci usera probablement plus loin. Plus globalement, un boycottage plus robuste et un mouvement de divestment gagne de l'élan depuis la guerre de Gaza, et le rapport Goldstone ne peut que donner plus d'appui à de telles initiatives. Il y a un sens grandissant dans le monde que la seule chance pour les Palestiniens d'arriver à une sorte de paix juste dépend des résultats des symboles de la légitimité, ce que j'ai appelé la guerre légitime. De plus en plus, les Palestiniens gagnent cette deuxième guerre non-militaire. Une telle guerre combattue sur champ de ba-

Suite page 7

Il ne faut jamais sacrifier le droit international et les droits de l'homme

thk. Le 3 avril 2009, environ trois mois après la fin de la guerre dévastatrice d'Israël contre la bande de Gaza, le Président du Conseil des droits de l'Homme, *Uhomoibhi*, ambassadeur du Nigéria, engagea une commission d'enquête en se basant sur la résolution 1/09 du Conseil des droits de l'Homme du 12 janvier 2009. Celle-ci était chargée d'enquêter «sur toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui se rapportaient à l'opération militaire menée du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 tout comme au temps antérieur et postérieur». Il nomma à cette fin *Richard Goldstone*, ancien juge du Tribunal constitutionnel d'Afrique du Sud et ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, comme directeur de cette commission et désigna trois autres experts à ses côtés: *Christine Chinkin*, professeur de politologie et de droit international à la London School of Economics et membre de la commission d'enquête sur le massacre de Beit Hanoun; *Hina Jilani*, avocate de la Cour suprême du Pakistan et ancienne envoyée spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme ainsi que le colonel *Desmond Travers*, ancien officier de l'Armée irlandaise et membre du présidium des directeurs de l'Institut pour les enquêtes pénales internationales.

Le 29 septembre, la commission d'enquête présenta à Genève devant le Conseil des droits de l'homme son rapport qui avait déjà été publié deux semaines auparavant et qui avait aussitôt provoqué de vives réactions avant tout du côté israélien. Le rapport comprend plus de 500 pages sur lesquelles la commission d'enquête a essayé méticuleusement – à l'aide de près de 200 interviews, soit de témoins oculaires, soit de personnes directement touchées, ainsi que plusieurs heures de séquences de films, de 1200 photos, de 300 rapports et plus de 10 000 pages de documents, de propres rapports et de textes présentés – d'esquisser une image de la situation. Elle a interviewé les individus sur place et s'est appuyée sur les témoignages de témoins oculaires et partout où c'était possible, elle a évité de devoir se fier à des informations venant de personnes tierces.

Richard Goldstone, qui a fait comprendre clairement que pour lui en tant qu'ancien juge, le respect et l'application du droit a priorité absolue, a exposé les résultats essentiels de l'enquête et a souligné que cela devait avoir des conséquences pour les deux partis en conflit afin que tout ce travail n'ait pas été effectué «en vain».

Dans la discussion qui s'en suivit, Israël récusa le rapport en tant qu'«unilatéral», «non équilibré» et «motivé politiquement», il mettrait en danger le «processus de paix au Proche-Orient» et serait inacceptable. L'ambassadeur utilisa des mots acérés, parla de «terrorisme» et n'a pu s'empêcher de thématiser l'«influence de l'Iran» sur le Hamas. L'ambassadeur israélien était soutenu par un représentant des USA, qui depuis l'élection d'*Obama* comme Président américain, a retrouvé sa place au Conseil. Lui aussi critiqua le «caractère unilatéral» du rapport et condamna le Conseil d'être l'ennemi d'Israël. La Suède qui détient la présidence de l'UE soutint la position des USA et détermina ainsi la ligne de tous les autres Etats de l'Union européenne. Les Etats arabes et avant tout latino-américains et asiatiques se prononcèrent positivement face au rapport et soulignèrent qu'une conséquence devait suivre au rapport afin que les droits de l'homme et le droit international humanitaire ne tombent pas en décadence.

La majorité du Conseil soutint donc le rapport et loua le travail de la commission d'enquête qui avait rassemblé dans un travail très méticuleux tous les faits disponibles. Il semblait que le rapport allait être approuvé par la majorité du Conseil et qu'ainsi les mécanismes qui permettraient une inculpation des criminels de guerre devant la Cour pénale internationale pourraient entrer en vigueur.

Le 2 octobre a eu lieu un stop provisoire du rapport de Goldstone. Le Conseil a repoussé le vote final à mars 2010. Comme la *Radio DRS* l'a annoncé le même jour, Obama est intervenu directement auprès de *Mahmud Abbas* afin que la motion sur le vote du rapport soit retirée et repoussée à la session de mars.

Une décision a été prise derrière les coulisses, loin de l'ONU, qui n'a pas grand-chose à voir avec le respect et le renforcement des droits de l'homme tels que le Président américain les avait promis et divulgués par l'intermédiaire de son ambassadeur à Genève. •

«Le Liban est plus qu'un pays, le Liban est un message»

par le Professeur Roger Achkar, Liban

Plusieurs conflits ont eu lieu parmi des nations, pays, groupes, tribus et confessions musulmanes et chrétiennes, à travers l'histoire de l'humanité depuis l'an 632 de notre ère. Au Liban, les deux religions ont démontré qu'elles sont parfaitement capables de vivre ensemble en paix et en harmonie pour plusieurs siècles si un système équilibré de partage de pouvoir continue à être promu et maintenu.

Le chef d'Etat du système consensuel libanais, qui rassemble 19 différentes confessions qui étaient prédestinées à vivre ensemble, est un Chrétien maronite. L'Eglise maronite, qui a lutté pour l'établissement de la République libanaise avec l'aide des Français, fait partie de l'Eglise catholique romaine depuis le VIIIe siècle et est la plus influente Eglise chrétienne au Moyen-Orient. Cette Eglise a promu et maintenu des relations avec le monde occidental en général et avec des pays occidentaux catholiques en particulier pour les 14 siècles derniers. Il est crucial pour la survie de ce système consensuel que le président de la République libanaise soit Chrétien maronite pour des raisons évidentes.

Les Chrétiens ont été fréquemment persécutés et massacrés au Moyen-Orient et dans le monde. Des pays occidentaux ont enregistré le massacre de 1860, quand les Turques ottomans ont aidé les Druzes à massacrer les Chrétiens libanais et syriens pour exterminer tous les Chrétiens au Liban et en Syrie. Les diplomates français, autrichiens, britanniques, prussiens et russes, suite à l'intervention militaire des troupes de *Napoléon III* de France, se sont mis d'accord pour nommer, pour la

Une mosquée et une église au Liban – expression de la diversité culturelle. (photo mad)

première fois, un gouverneur chrétien au Mont Liban car il était devenu évident que cette façon était la seule pour réduire considérablement les risques de massacres potentiels des vulnérables minorités chrétiennes qui ont été une cible au cours des 14 siècles passés.

Il est important de souligner le fait que plusieurs fois à travers leur histoire, les Chrétiens et Musulmans libanais se sont entraidés pour se débarrasser des dirigeants étrangers. Par exemple, les Chiites et les Chrétiens se sont unis pour chasser les Mamelouks du Liban. Les Mamelouks, des Musulmans sunnites et esclaves turques ont persécuté et massacré les Musulmans chiites au Liban avant de massacrer les Chrétiens. Quand les Musulmans sunnites et chiites se sont fait la guerre entre eux, les Chrétiens maronites ont eu l'occasion d'être les médiateurs de paix entre ces deux confessions ce qui avait renforcé leur rôle au Liban.

Le système politique consensuel libanais s'est donc naturellement développé pendant quatorze siècles de cohabitation et coopération des Musulmans avec les Chrétiens. Ce système est un bon modèle de relations pacifiques entre deux religions dans un même pays. Ce modèle, s'il est respecté, pourra promouvoir des relations pacifiques entre les Musulmans et les Chrétiens au Moyen-Orient et partout dans le monde.

Il est important de citer le rôle crucial de *Télé lumière,* une chaîne de télévision chrétienne qui a été créée pour diffuser notamment en arabe la parole de l'Evangile de Jésus Christ dans le monde et particulièrement dans les pays arabes, organise parfois des réunions avec des Cheikhs musulmans pour faire des études comparatives des deux religions.

Le système consensuel libanais a donc prouvé qu'il est un facteur de stabilité entre l'Islam et la Chrétienté au Moyen-Orient et dans le monde. C'est pourquoi le Pape *Jean Paul II* a dit lors de sa visite au Liban en 1997: «Le Liban est plus qu'un pays, le Liban est un message». Ce système consensuel libanais inspirera les pays arabes à mieux intégrer leurs relations avec les minorités chrétiennes, ce qui empêchera certainement de futures guerres, conflits et hostilités. Les minorités religieuses seront mieux protégées et leurs droits respectés s'ils sont permis d'être représentées au gouvernement.

L'humanité n'a jamais besoin d'armes quand il y a de l'amour, du respect et de la compréhension parmi les peuples et les religions. Il est écrit dans l'Evangile de Jésus Christ selon Saint Mathieu 26:52 «Celui qui prend l'épée, périra par l'épée» et selon l'Apocalypse 13:10 «Celui qui prend l'épée devrai périr par l'épée, et c'est ici la persévérance des Saints.» •

«Pourquoi le Rapport de Goldstone ...»
suite de la page 6

taille politique global est ce que finalement et d'une façon inattendue a ébranlé le régime d'apartheid en Afrique du Sud, et est devenu beaucoup plus menaçant pour le sens de sécurité israélien que la résistance armée palestinienne.

Une quatrième raison pour la préoccupation israélienne provenant du rapport, est le feu vert donné aux cours nationales à travers le monde pour renforcer le droit pénal international contre les Israéliens suspects s'ils voyagent à l'étranger et s'ils sont détenus pour des poursuites judiciaires ou extradition dans certains Etats tiers. Des tels individus peuvent être accusés de crimes de guerre résultant de leur implication dans la guerre de Gaza: Le rapport, de cette façon, encourage un peu une dépendance controversée vis-à-vis de ce qui est connu parmi les avocats comme «compétence universelle», ce qui est, l'autorité des courts dans n'importe quel pays à détenir pour extradition ou pour poursuivre en justice des individus pour des violations du droit pénal international indépendamment de l'endroit dans lequel les offenses présumées ont eu lieu. La réaction dans les medias israéliennes révèle que des citoyens israéliens sont déjà anxieux d'être saisi durant des voyages à l'étranger. Selon un commentateur de la loi dans la presse israélienne, «désormais, non seulement les soldats devraient être prudent lors de leurs voyages, mais aussi des ministres et des conseillers juridiques.»

Il est bien de rappeler l'Article 1 des Conventions de Genève réclament que les Etats à travers le monde «respectent et s'assurent du respect» du droit international humanitaire «dans toutes les circonstances.» Se souvenant des efforts en 1998 de plusieurs courts européennes à poursuivre en justice *Augusto Pinochet* pour des crimes commis pendant qu'il était chef d'Etat au Chili, est un rappel que les courts nationales peuvent être utilisées pour poursuivre en justice des leaders politiques et militaires pour des crimes commis en dehors du territoire de l'Etat qui poursuit en justice.

Evidemment, Israël se battra. Israël a déjà lancé une vaste campagne médiatique et diplomatique conçue à décrire le rapport en tant que partial et non digne d'attention sérieuse. Il est décevant que le gouvernement des Etats-Unis semble approuver ce point de vue et rejette la recommandation centrale du rapport Goldstone que le Conseil de sécurité devrait être chargé de la tâche de mettre en œuvre ses conclusions. Le Représentant Permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, *Susan Rice,* a manifestement dit à une session fermée au Conseil de sécurité le 16 septembre, juste un jour après l'émission du rapport que «nous avons de sérieuses préoccupations concernant plusieurs recommandations dans le rapport.» Elaborant, l'Ambassadeur Rice a indiqué que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui n'a pas d'autorité de mise en œuvre, est la seule juridiction appropriée pour n'importe quelle action qui doit être prise sur la base du rapport. La lutte initiale sera probablement s'il faudrait suivre la recommandation du rapport que le Conseil de sécurité devrait transmettre les questions de responsabilité à la Cour pénale internationale, qui pourrait être bloquée par un veto des Etats-Unis ou d'autres membres permanents.

Il y a des raisons pour applaudir la franchise et le fait que le rapport est complet, son attention, son empressement délicat de conclure que tous les deux, Israël et le Hamas, paraissent être responsables pour un comportement qui semble constituer des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité. Malgré qu'Israël ait réussi à faire que la question de partialité se concentre sur la justice pour Israël, il y a aussi quelques raisons à insister que le rapport deçoit les espérances des Palestiniens.

Premièrement, le rapport considère comme allant de soi, la douteuse proposition qu'Israël avait droit d'agir contre Gaza en légitime défense, ainsi mis à part l'enquête se demandant si des crimes contre la paix en forme de d'agression ont été commises par le lancement de l'attaque. A cet égard, le rapport ne fait pas attention au cessez-le-feu temporaire qui avait réduit le lancement des roquettes dirigées contre Israël à pratiquement zéro dans les mois précédant l'attaque, ni des tentatives répétées du Hamas de prolonger le cessez-le-feu indéfiniment à condition qu'Israël lève son illégitime blocus de Gaza.

De plus, c'était Israël qui avait semblé provoquer l'effondrement du cessez-le-feu quand il a lancé l'attaque mortelle sur les militants du Hamas à Gaza le 4 novembre 2008. Israël n'a pas respecté cette alternative diplomatique à la guerre apparemment disponible pour réussir à préserver la sécurité à ses frontières. Le recours à la guerre, même si les faits justifient la légitime défense, selon le droit international, est un dernier recours. En fermant les yeux à l'initiation d'Israël d'une guerre inéquitable, le rapport Goldstone accepte la douteuse prémisse centrale d'opération «Plomb durci» et évite de constater l'agression.

Il est également décevant que le rapport n'ait pas commenté le reniement israélien de donner la possibilité de la fuite à la population civile coincée dans la toute petite zone de combat bondée qui constitue la Bande de Gaza. Israël a fermé tous les passages pendant la période de la guerre de Gaza, permettant seulement aux résidents de Gaza avec des passeports étrangers de la quitter. Il est rare dans les guerres modernes que des civils ne reçoivent pas l'option de devenir des refugiés. Malgré le fait qu'il n'y ait pas de provision spécifique dans les lois de guerre exigeant qu'un Etat en guerre permette aux civils de quitter une zone de combat, il paraît comme un besoin humanitaire élémentaire, et aurait dû au moins être mentionné ou comme une partie du droit international habituel ou comme un vide dans la loi qui devrait être rempli.

L'importance de cette question est renforcée par plusieurs récits de stress post-traumatique répandu parmi les civils de Gaza, spécialement les enfants qui constituent 53% de la population. On pourrait également remarquer que le rapport accorde une attention considérable à *Gilad Shalit,* le prisonnier de l'IDF détenu par le Hamas à Gaza, recommandant sa libération sur un fondement humanitaire, sans faire une suggestion comparable à Israël malgré le fait qu'il détient des milliers de Palestiniens sous des conditions de détention sévères.

Finalement, le rapport Goldstone ne va probablement pas mettre fin au refus intergouvernemental de rompre le blocus israélien de Gaza ou induire les Nations Unies à mettre en question l'impunité d'Israël par n'importe quel moyen significatif. En comptant sur la diplomatie de l'antichambre, les Etats-Unis pourront ou non éviter de jouer le rôle public de protéger Israël s'il s'agit de demander des comptes à Israël quant à son comportement durant la guerre de Gaza ou le fait qu'il continue de refuser de se conformer au droit humanitaire international en levant le blocus qui continue à empiéter sur la santé de l'entière population de Gaza.

Malgré ces restrictions, le rapport est une contribution historique à la lutte palestinienne pour la justice, une documentation irréprochable à un chapitre crucial dans leur victimisation sous l'occupation. Son impact sera ressenti de la façon la plus impressionnante sur le croissant mouvement de la société civile à travers le monde pour imposer des boycottages culturels, sportifs et académiques, aussi bien que décourager l'investissement, le commerce et le tourisme avec Israël. Il pourrait bien être le cas comme dans la lutte anti-apartheid que le changement de la relation des forces en faveur des Palestiniens aura lieu non à travers la diplomatie comme résultat de la résistance armée, mais sur le champ de bataille symbolique de la légitimité qui est devenue d'une portée globale, ce qui pourrait être décrit comme une nouvelle pertinence politique d'une globalisation morale et légale. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les champignons et leur importance pour le cycle de vie de la nature

par Hedwig Schär

L'association de mycologie de la région d'Einsiedeln fête ses 20 ans d'existence avec une magnifique exposition de champignons. Elle montre clairement ce qui est typique pour le système de «milice civile» en Suisse: l'égalité et une compréhension mutuelle soignée rendent possible une coopération entre des scientifiques et les gens qui ont de la pratique, ce qui sert le bien commun et fait plaisir à tout le monde.

Près de la vieille école on a installé une grande tente. Après être entré, on se trouvait devant un stand d'information en forme d'amanite tue-mouche géante. Tout autour, 13 tables avec des centaines de champignons fraîchement cueillis, tous arrangés soigneusement et marqués de leur nom. Au bout de cette rangée de tables, on pouvait s'informer sur la façon d'élever soi-même des champignons sur la paille ou sur un substrat adéquat. Une autre tente s'ouvre avec au milieu deux compartiments pour la mycologie, à gauche une cuisine de champignons avec des démonstrations culinaires, à côté un stand de vente avec des articles relatifs aux champignons et derrière un caveau pour champignons vénéneux et un stand de diagnostic clinique lors d'empoisonnements et de microscopie de champignons. A droite, on pouvait profiter d'un grand restaurant qui offrait presque exclusivement des menus aux champignons, un potage aux champignons à la crème, une salade d'automne aux champignons poêlés, des champignons à la crème sur un nid de nouilles, un risotto au ragoût de champignons et un feuilleté aux champignons des bois.

Une visite guidée de l'exposition a lieu toutes les heures, pour des enfants, pour les novices en la matière et pour les champignonneurs expérimentés. Lors de cette visite, les 13 tables ou les champignons frais sont présentés, exposés avec amour sur de la mousse et avec des branchages du bois et des cailloux. Tous les champignons sont marqués de leur nom sur une carte en couleurs. La carte verte pour les champignons comestibles, blanche pour ceux qui ne sont pas comestibles et rouge pour les exemplaires vénéneux. Avec les explications compétentes, on apprend qu'il y a des champignons à tubes qui ont des tubes très fins sous le chapeau, et dont les spores tombent une fois qu'elles sont mûres. Un exemple de champignon à tubes est le bolet, très bon comestible. Puis il y a les champignons à lamelles. Les champignons de ce groupe ont sous leur chapeau des lamelles étoilées. D'entre ces lamelles les spores tombent par terre. Chacun a certainement déjà vu ces lamelles des champignons de Paris. Il y a bien sûr encore une grande quantité d'autres familles de champignons, qui ne seront pas énumérés ici.

A part cela nous avons appris bien des choses sur la croissance des champignons.

Les champignons ne sont ni des plantes ni des animaux, ce sont des organismes qui se propagent avec des spores. Ce règne des champignons s'appelle *Fungi.*

La biocénose dans la forêt

Les champignons que nous mangeons, et dont les corps de fructification sont visibles en forêt, ne sont qu'une partie du champignon.

En Europe il existe environ 6000 espèces qui forment un corps de fructification visible. La multitude de formes et de couleurs est tellement fascinante que les champignons peuvent devenir une vraie passion.

(photo hs)

Les champignons ne sont pas toujours là, il faut les chercher. Ils développent le corps de fructification seulement dans des conditions favorables. Avec une combinaison de chaleur, de pluie, dont il n'est pas encore tout à fait clair comme elle agit, le corps de fructification se forme, le champignon se reproduit. Dans ce corps de fructification se forment les spores qui tombent par terre quand elles sont mûres. La germination d'une spore permet la formation de ce qu'on appelle le *mycélium.* On peut se l'imaginer comme un réseau souterrain. Maintenant, deux mycéliums de sexe différent doivent se rencontrer et se joindre. De cette réunion seulement peut se former un nouveau corps fructifiant. Les champignons produisent un immense nombre de spores pour rendre possible une telle rencontre de deux mycéliums différents. Les champignons forment tant de spores que la moitié de toutes les particules minuscules dans l'atmosphère sont des spores de champignons!

Ce réseau dans le sol, c'est l'essentiel. Sans les champignons rien ne fonctionne dans la forêt. Les arbres de la forêt dépendent des champignons et vice versa. Il existe dans la région des racines une symbiose entre les filaments des champignons et les racines. Les champignons entourent les racines les plus fines avec leurs filaments. Les champignons apportent à l'arbre de l'eau et des minéraux, avant tout de l'azote et du phosphore qu'ils tirent du sol. Le sol est beaucoup plus pénétré par le mycélium que par les fines racines des arbres, de cette façon la surface pour l'absorption de l'eau et des matières nutritives est beaucoup plus grande. Les champignons reçoivent en revanche une sorte de solution sucrée, le produit de la photosynthèse, ce que le champignon ne peut pas produire car il ne possède pas de chlorophylle.

Ces mycéliums des champignons protègent les arbres des substances toxiques. Ils sont capables de fixer des métaux lourds et aussi des substances radioactives; pour cette raison ceux-ci n'arrivent qu'en mesure réduite dans les racines, ainsi les plantes sont protégées. Malheureusement ces matériaux toxiques ou radioactifs se trouvent accumulés dans les corps fructifiant des champignons. Suivant la pollution du sol, les champignons comestibles sont concernés. Pour cette raison, il ne faut déguster que des champignons qui proviennent de régions non contaminées.

Des arbres forment une communauté vitale avec certains champignons. Dans les forêts de conifères poussent d'autres champignons que de feuillus. Ainsi, un connaisseur des champignons peut chercher et identifier un champignon sur la base de son lieu de vie.

Cueillir des champignons

La meilleure saison est l'automne. Un endroit humide dans la forêt est favorable. Celui qui veut chercher des champignons a besoin d'un panier; dans un sac en tissu les champignons sont souvent écrasés. Des sacs en plastic ne sont pas recommandés. Il faut un bon couteau pour éplucher les champignons en forêt, ainsi les restes et parfois des spores restent là.

Il ne faut pas arracher les champignons, car on arrache aussi une partie du mycélium, qui peut produire d'autres corps de fructification. On les coupe ou on les tourne à la base du tronc. Et le mieux c'est de couvrir ensuite la place pour que le mycélium ne se dessèche pas et ne soit pas détruit.

Il ne faut ramasser que des champignons connus et les amener le même jour au contrôle des champignons. D'un champignon inconnu qu'on voudrait connaître, on ramasse deux à trois exemplaires, on les emballe séparément et les fait identifier au contrôle. Il faut des décennies d'expérience pour acquérir un savoir sûr concernant les différents champignons. Un manuel ne suffit pas pour pouvoir identifier les champignons de façon sûre.

Très à recommander sont les associations mycologiques qui offrent des cours et des excursions et organisent régulièrement des soirées pour identifier les champignons trouvés avec des explications expertes.

Champignons en cuisine

Il existe des plats de champignons savoureux, surtout en automne. Les composants aromatiques représentent la plus grande valeur des champignons comestibles, ils sont un facteur essentiel du goût de ces mets. Les champignons sont difficiles à digérer, il n'en faut pas manger plus de deux fois par semaine et bien cuits.

La valeur nutritive est limitée, ils ne contiennent que 2 à 4% de protéine, peu d'hydrates de carbone, une petite quantité du groupe de vitamines B (B1 et B2). On voit donc que les champignons n'ont pas une trop grande valeur du point de vue de la santé. Seule la fibre alimentaire, la chitine, pourrait être utile pour notre alimentation.

Après la cueillette, on garde les champignons au frigidaire et ils devraient être consommés frais, dans l'espace d'un ou deux jours, ou conservés. Souvent les champignons sont séchés pour les conserver. Une bonne idée aussi, c'est d'en faire de la farine de champignons. Dans un mortier ou dans un mixer une fois séchés, ils peuvent être moulus finement. On peut aussi en faire des mélanges d'après son goût. Cette farine peut être utilisée pour affiner et lier les sauces et les soupes ou d'autres plats.

Des plats aux champignons peuvent être gardés au frais brièvement et réchauffés. Mais les protéines des champignons se décomposent particulièrement vite. Au moindre signe de changement de goût ou d'odeur, les champignons ne doivent plus être consommés.

Empoisonnements par les champignons

Pour prévenir les empoisonnements, les champignons non contrôlés ne doivent jamais être servis à table. Si malgré tout on ressent des malaises corporels il est important de réagir vite, ce qui peut sauver des vies: Prendre contact avec le médecin ou le *Centre toxicologique (145)*. Comme aide d'urgence, il faut amener la personne à vomir, soit avec le doigt ou par d'autres moyens. Les restes des champignons ou le vomi doivent être gardés pour permettre une analyse en laboratoire. Les autres participants au repas doivent être informés d'urgence.

Revenons à l'exposition

Plus loin, dans la grande tente on arrive vers les tables de mycologie. Dans des caisses en bois, différents exemples de sols dans lesquels poussent les champignons sont exposés, l'humus forestier, du bois mort, du bois mourant, ou des aliments avec de la moisissure. Sur une autre table sont exposés les bons et les mauvais «collègues» qui sont fréquemment confondus par les collectionneurs inexpérimentés, par exemple l'amanite phalloïde très vénéneuse et le champignon ressemblant qui est un très bon comestible.

Dans le dépliant sur l'exposition, les organisateurs ont écrit: *«L'association mycologique de la région d'Einsiedeln,* avec son exposition de champignons, veut montrer au visiteur la multitude et la beauté du monde des champignons et faire connaître l'importance peu connue des champignons dans le cycle de vie de la nature. Au restaurant, divers champignons comestibles peuvent être dégustés comme délicatesse. La mycologie et les délices des plats de champignons, c'est une symbiose qui est importante dans la vie de société de l'*Association mycologique de la région d'Einsiedeln* depuis sa fondation. Mycologie et bons plats, c'est ce que l'*Association mycologique de la région d'Einsiedeln* offre aussi aux visiteurs de son exposition de champignons 2009.

Et le visiteur intéressé ne peut que confirmer, l'exposition est vraiment réussie. •

Velouté de champignons

200 g	de champignons mélangés
50 g	d'oignons hachés
1	gousse d'ail hachée
10 g	de beurre
1 dl	de vin blanc
8 dl	de bouillon de légumes ou fond de champignons
2 dl	de crème
40 g	de beurre
60 g	de farine
	Sel, poivre, ciboulette

Préparation

Couper les champignons en fines lamelles ou cubes. Faire revenir dans le beurre avec l'oignon et l'ail et mettre de côté. Faire un roux avec le beurre et la farine. Mouiller avec le vin blanc et le fond ou le bouillon, remuer jusqu'à ébullition, ajouter les champignons et laisser mijoter pendant 10 minutes. Rectifier l'assaisonnement et affiner avec la crème.

(photo hs)

Croire en nous
renforce la Suisse.
economiesuisse